

ARGENTINE, LA DYNASTIE PAR LES URNES

Graciela Ducatenzeiler*

Néstor Kirchner a réconcilié les Argentins avec la démocratie. Mais pour la présidentielle d'octobre, il a choisi sa femme comme successeur. Favorite dans les sondages, faute de combattants.

Le 28 octobre, les Argentins voteront pour élire le successeur de Néstor Kirchner à la tête de l'Etat. Et le favori des sondages est sa propre épouse, Cristina Fernandez de Kirchner. En décidant de la candidature de sa femme alors qu'il aurait pu se présenter, le président sortant a une fois de plus pris ses compatriotes à contre-pied.

Le 25 mai 2003, Néstor Kirchner accédait à la présidence faute de concurrent. Avec 22 % des suffrages il a été devancé au premier tour par l'ex-président Carlos Menem (24,34 % des voix). Mais celui-ci a préféré se désister au second tour, les sondages lui prédisant une défaite. Néstor Kirchner a remporté une victoire par forfait, le privant de légitimité électorale. Cela augurait d'une présidence faible, contrainte de négocier avec les groupes de pression les plus puissants (forces armées, milieux économiques, syndicats), et avec les secteurs influents de sa propre formation, le Parti péroniste.



Le président Kirchner a surpris tout le monde en usant de l'autorité que lui conférait sa fonction et en prenant des décisions énergiques sur les dossiers au cœur des préoccupations populaires. En quelques mois, il a transformé le slogan « Que se vayan todos ! » (Qu'ils s'en aillent tous !), qui avait marqué la débâcle de la fin de l'année 2001, en un soutien majoritaire de la société à la démocratie et aux dirigeants du pays.

Sur le plan politique d'abord, en déclarant l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, il a remis en question les lois d'amnistie qui avaient accordé l'impunité aux responsables militaires et aux membres de la Cour suprême de justice pour les actes commis sous la dictature (1976-83). Sur le plan économique ensuite, il est apparu comme le principal acteur du redressement de l'Argentine ces dernières années, entraînant une diminution de la pauvreté et des inégalités sociales ainsi que l'augmentation spectaculaire du taux de croissance. A l'inverse de ses prédécesseurs, le président Kirchner s'est montré ferme face aux groupes de pression internes (patronat) et externes (institutions économiques internationales, banques privées...). Il a en outre réglé la totalité de la dette argentine au FMI. Sur le plan diplomatique enfin, il a pris ses distances avec les Etats-Unis, se rapprochant du Venezuela de Hugo Chavez et de la Bolivie d'Evo Morales. Le chef de l'Etat a concentré le pouvoir entre ses mains et celles de ses collaborateurs. Même si l'Etat argentin reste faible, Néstor Kirchner a agi comme un président fort, y compris vis-à-vis de ses amis politiques. Porté au pouvoir par la faction la plus importante du Parti justicialiste (péroniste), il a vite pris ses distances avec lui, notamment au Parlement où il s'est appuyé sur une coalition plus vaste. De fait, le parti, unique survivant de la crise de 2001 parmi les grandes formations argentines, est aujourd'hui faiblement organisé et au bord de l'éclatement. On y retrouve aussi bien des dirigeants traditionnels du péronisme que des transfuges du Parti radical ou des dirigeants des mouvements sociaux qui ont émergé pendant la crise économique et politique du début de la décennie. Témoin de cette faiblesse : le président a désigné seul son successeur en la personne de son épouse.

Bien que les succès économiques de Néstor Kirchner suscitent l'approbation de nombreux secteurs de la population, son style « hyperprésidentialiste » commence à susciter un certain mécontentement, aggravé par les scandales de corruption qui ont éclaboussé des membres de son gouvernement. Mais dans une Argentine où les formations traditionnelles ont éclaté, les élections du 28 octobre seront disputées par des personnalités sans parti dont le succès dépendra de leur capacité personnelle à attirer les votes. Et l'opposition ne semble pas avoir trouvé de candidat qui en soit capable. Dans ces conditions, Cristina Fernandez de Kirchner l'emportera très vraisemblablement. Par défaut.

*Professeur de science politique, Cerium-université de Montréal